



ASSOCIATION OF CONSULTING
ENGINEERING COMPANIES | CANADA
ASSOCIATION DES FIRMES
DE GÉNIE-CONSEIL | CANADA

Mémoire au ministre des Finances

**Des collectivités plus fortes pour tous les
Canadiens : Fournir une infrastructure
durable, renforcer les capacités et modifier
les méthodes d'attribution des marchés
publics**

Présenté le 9 février 2023

Association des firmes de génie-conseil - Canada

president@acec.ca

www.acec.ca

Recommandations

L'Association des firmes de génie-conseil - Canada (AFGC) appuie les efforts déployés par le gouvernement en vue de protéger et préserver l'environnement et de créer de la prospérité et des débouchés au moyen d'investissements en infrastructure. Nous offrons les recommandations suivantes pour atteindre ces objectifs d'une manière efficace et durable :

1. Fournir des fonds pour mettre en place l'Évaluation nationale de l'infrastructure (ENI) dans les plus brefs délais, ainsi qu'une agence nationale permanente et indépendante chargée de superviser les progrès de l'Évaluation.
2. Investir 2 millions de dollars par an au cours des cinq prochaines années pour créer un programme centralisé de renforcement des capacités municipales.
3. Modifier les méthodes d'attribution des marchés publics visant les services de génie et d'architecture pour atteindre les objectifs environnementaux et économiques du Canada.

Introduction

À l'heure actuelle, les Canadiens et leurs familles sont confrontés à des défis majeurs, qu'il s'agisse de l'incertitude économique mondiale, de l'aggravation des catastrophes liées aux changements climatiques, de l'inflation record ou de la flambée du coût de la vie.

La lutte contre ces problèmes vastes et complexes exige de prendre des mesures ambitieuses sur tous les fronts. Nous devons stimuler l'innovation, bâtir des collectivités résilientes et renforcer les industries qui contribuent à une économie nette zéro, tout en créant des possibilités de réussite pour les Canadiens.

En tant que porte-parole national des sociétés de génie-conseil, l'AFGC croit fermement que la mise en place d'une infrastructure durable et à long terme qui profite à tous les Canadiens est essentielle à la concrétisation de cette vision. Des personnes de tous âges, des entreprises de toutes tailles et des industries entières dépendent chaque jour de l'infrastructure. Et comme nous le savons tous, l'infrastructure ne crée pas seulement des emplois et des possibilités pour les Canadiens dès le premier jour; elle nous aide à atteindre nos objectifs climatiques, à stimuler l'économie, à améliorer la qualité de vie et à renforcer les collectivités pour les décennies à venir.

À cette fin, l'AFGC formule les trois recommandations suivantes qui sont non seulement réalistes et réalisables, mais qui amélioreraient nettement la vie des Canadiens et aideraient le gouvernement fédéral à atteindre ses objectifs économiques et de durabilité.

Mettre en œuvre l'Évaluation nationale des infrastructures

Tout d'abord, nous félicitons le gouvernement de s'être engagé à mettre rapidement en œuvre l'Évaluation nationale des infrastructures (ENI). Si l'on se dote d'une vision à long terme des besoins du Canada en matière d'infrastructures locales, régionales et nationales, on pourra prendre des décisions plus intelligentes et bâtir des collectivités prospères et à l'épreuve du temps. C'est pourquoi **nous recommandons que le budget 2023** prévoie des fonds pour établir l'ENI dans les plus brefs délais, ainsi qu'une agence nationale d'infrastructure permanente et indépendante chargée de superviser ses progrès. Cette agence fournirait des mises à jour et un suivi réguliers, et servirait de dépositaire des meilleures pratiques et de l'expertise de l'industrie. Le Parlement resterait responsable de la conception et du financement des programmes d'infrastructure, et cette agence indépendante veillerait à ce que la politique publique soit éclairée par des données fiables et une mesure objective des progrès de l'ENI.

Alors que l'ENI nous donnera une idée claire de la manière dont il faut concevoir et revitaliser l'infrastructure de ce pays, nous devons simultanément nous assurer que nos collectivités peuvent mettre ces plans en action. Pour ce faire, le gouvernement peut dès maintenant s'atteler à deux tâches : renforcer les capacités locales et modifier ses méthodes d'approvisionnement.

Renforcer les capacités municipales

Considérons le renforcement des capacités. Lorsqu'il s'agit de favoriser des décisions plus judicieuses en matière d'infrastructure, qui font croître l'économie et favorisent la durabilité, il devient essentiel de renforcer les capacités des collectivités et des chaînes d'approvisionnement. Bien que le gouvernement fédéral joue un rôle nécessaire en ce qui a trait aux investissements dans les infrastructures, le secteur municipal possède et exploite plus de 60 % des actifs d'infrastructure du Canada. Pourtant, faute de capacités et de ressources, les dirigeants locaux et autochtones ont souvent du mal à réaliser les projets dont leurs collectivités ont besoin. Si elles avaient accès à un « guichet unique » de connaissances contenant des données, des ressources et des pratiques exemplaires de l'industrie, les collectivités seraient en mesure de prendre de meilleures décisions en matière d'investissements dans les infrastructures. C'est pourquoi **notre deuxième recommandation dans le contexte du budget 2023** est que le gouvernement crée ce genre de programme centralisé de renforcement des capacités municipales. Nous recommandons un investissement de 2 millions de dollars par an au cours des cinq prochaines années pour qu'Infrastructure Canada et le Conseil national de recherches mobilisent les intervenants; se penchent sur les sources de données existantes; cernent les lacunes dans les connaissances et conçoivent un programme permettant aux municipalités et aux communautés autochtones de tout le Canada d'accéder à des informations consolidées.

La bonne chose, c'est qu'un programme similaire s'est avéré très fructueux, et que le gouvernement pourrait choisir de le relancer au lieu de tout reprendre de zéro. Lancé en 2001 par Infrastructure Canada, le Conseil national de recherches du Canada et la Fédération canadienne des municipalités, le Guide national pour des infrastructures municipales durables (InfraGuide) a permis aux municipalités d'avoir accès à de précieuses ressources de renforcement des capacités, et ce, jusqu'à l'annulation de son financement en 2008. En plus d'aider les dirigeants locaux à offrir des infrastructures à leurs collectivités, la relance d'InfraGuide - ou l'élaboration d'un nouveau programme comparable - leur donnerait la capacité de réduire plus efficacement les émissions et d'améliorer la longévité des infrastructures. Le gouvernement a reconnu la nécessité d'une amélioration à cet égard; nous avons accueilli favorablement la récente enquête du Conseil national de recherche auprès des propriétaires, des gestionnaires et des experts en infrastructures sur la façon d'améliorer le cycle de vie des actifs d'infrastructure, et nous avons encouragé nos membres à y répondre.

Modifier les méthodes d'attribution de marchés publics pour atteindre les objectifs climatiques et économiques

Pour que l'on puisse renforcer les capacités et garantir un avenir prospère à nos collectivités, **notre troisième recommandation dans le contexte du budget 2023** est que le gouvernement modifie la manière dont il acquiert des services de génie et d'architecture. Ces services ne représentent que 1 à 2 % du coût total du cycle de vie d'une infrastructure, mais ils ont un impact considérable sur tous les aspects du succès financier et opérationnel de cette infrastructure pendant des décennies. Nous avons trop souvent vu les conséquences de l'approche d'approvisionnement consistant à choisir la « soumission la plus basse »; qu'il s'agisse de pannes du système de transport en commun ou de

bâtiments communautaires en ruine, ces défaillances entraînent non seulement des retards et des dépassements de coûts, mais laissent aussi les Canadiens sans les services dont ils ont besoin. Des objectifs stratégiques importants, comme la réduction des gaz à effet de serre (GES), l'adaptation aux changements climatiques et l'amélioration de la résilience, exigent une approche axée sur le cycle de vie des projets.

L'AFGC croit fermement que le modèle d'approvisionnement le plus efficace et le plus rentable est l'approche du cycle de vie connue sous le nom de sélection basée sur les compétences (SBC) - une approche éprouvée qui favorise l'innovation, améliore la durabilité, réduit les coûts du cycle de vie et prépare les collectivités à réussir à long terme. De multiples études menées sur de nombreuses années démontrent que ce sont les qualifications qui répondent le mieux aux besoins du projet - et non le prix le plus bas - qui conduisent à de meilleurs résultats financiers, environnementaux et sociaux. La SBC est prescrite par la loi et utilisée avec succès aux États-Unis depuis les années 1970 et plus récemment à Calgary et à l'échelle provinciale au Québec. Services publics et Approvisionnement Canada (SPPC) a utilisé la SBC dans le cadre d'un projet pilote pour cinq projets d'ingénierie et d'architecture, et l'AFGC recommande que le projet pilote soit élargi et que la SBC soit adoptée à l'échelle du gouvernement.

Avec la SBC, le gouvernement fédéral pourrait être certain que, pour chaque projet, l'équipe la plus qualifiée concevra et livrera l'infrastructure et fournira les autres services professionnels dont nos communautés ont besoin. En récompensant les meilleures propositions et les solutions les plus créatives, la SBC favorise l'innovation. Elle favorise aussi la durabilité en assurant l'utilisation la plus efficace des ressources et en construisant des projets qui sont plus résistants aux effets néfastes des changements climatiques. Une infrastructure de meilleure qualité et plus durable plus longtemps signifie des économies importantes sur le cycle de vie et un meilleur retour sur investissement. Et comme il faut moins de temps pour réparer les anciens actifs, les gouvernements locaux et autochtones ont plus de capacité pour se concentrer sur de nouveaux projets intéressants pour leurs communautés. L'adoption de la SBC permettrait de modifier la méthode d'approvisionnement pour qu'elle soit mieux alignée sur les objectifs du gouvernement, tout en permettant à ce dernier de fournir des infrastructures essentielles qui profitent à tous les Canadiens.

Nous envisageons un avenir où l'innovation est florissante, où notre économie nette zéro prospère et où tous les Canadiens peuvent réussir. Pour y parvenir, nous devons construire plus rapidement et plus intelligemment, en donnant la priorité à des infrastructures durables - nos recommandations pour le budget 2023 permettront d'y parvenir. Ensemble, faisons en sorte que cela se produise.

À propos de l'AFG-Canada

L'AFG-Canada est le porte-parole national de plus de 400 firmes offrant des services de génie-conseil et d'autres services professionnels à des clients du secteur public et privé partout au Canada et dans le monde. Nos membres, qui vont de petites entreprises appartenant à des employés à certaines des plus grandes sociétés d'ingénierie au monde, emploient collectivement plus de 60 000 Canadiens. Les ingénieurs-conseils sont les conseillers de confiance du Canada, passés maîtres dans l'art de concevoir et de bâtir un Canada plus prospère et plus durable.